



# Conclusions politiques – Des politiques du tourisme pour une croissance durable et inclusive

3 octobre 2017  
OCDE, Paris

## Conclusions politiques – Des politiques du tourisme pour une croissance durable et inclusive

Nous, les Ministres et les Représentants des pays de l'OCDE, de l'Afrique du Sud, du Brésil, de la Bulgarie, de la Croatie, de l'Égypte, de la Lituanie, du Maroc, du Pérou, des Philippines, de la Roumanie, de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI), de l'ONU environnement, de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), et de l'Organisation Mondiale du tourisme (OMT), nous sommes réunis les 2 et 3 octobre 2017 à l'occasion de la Réunion à haut niveau sur le tourisme organisée par l'OCDE, sous la présidence de la Grèce.

L'objectif de la réunion était de célébrer la 100<sup>ème</sup> réunion du Comité du tourisme et de soutenir le programme d'action futur pour le tourisme des Membres et Partenaires de l'OCDE, en attirant l'attention sur les nombreux progrès réalisés dans la mise en œuvre de politiques et programmes efficaces sur le tourisme, et en facilitant des discussions ouvertes sur les objectifs à long-terme pour la croissance et le développement durable et inclusif du tourisme.

### **Le tourisme, un moteur pour une croissance économique durable et inclusive**

Le tourisme est l'un des plus importants secteurs de l'économie mondiale, et de ceux qui enregistrent la croissance la plus rapide. Le tourisme joue un rôle essentiel dans l'activité économique mondiale, la création d'emplois, la génération de recettes d'exportation et la création de valeur ajoutée locale, compte tenu qu'en moyenne, dans la zone de l'OCDE, le tourisme contribue directement au produit intérieur brut (PIB) à hauteur de 4.1 %, à l'emploi à hauteur de 5.9 % et aux exportations de services à hauteur de 21.3 %.

En dépit des nombreuses opportunités présentées par la croissance attendue, le secteur du tourisme doit relever une série de défis, parmi lesquels : i) la complexité de l'élaboration des politiques du tourisme, qui s'explique par la nature transversale et morcelée du tourisme, par la multiplicité de niveaux qui le caractérise et par des conflits de priorités stratégiques et de contraintes budgétaires ; ii) l'influence de facteurs externes sur le tourisme, notamment la situation macroéconomique, les taux de change, les questions de sûreté et de sécurité, et la survenue de catastrophes naturelles ; iii) la transition mondiale vers une économie sobre en ressources ; et iv) la transformation permanente des services touristiques liée aux nouvelles technologies et à la numérisation de l'économie.

Le tourisme, lorsqu'il se fonde sur une large implication des parties prenantes et sur les principes d'un développement durable, peut favoriser une croissance plus inclusive en offrant des possibilités d'emploi et de développement économique dans les zones urbaines comme rurales, et en stimulant l'intégration sociale. Le tourisme peut également éveiller l'intérêt pour la culture et pour l'environnement, et contribuer au financement de la protection et de la gestion des espaces protégés, ainsi que de la préservation de la biodiversité. En reconnaissance du potentiel du tourisme pour faire avancer le

programme de développement durable à l'horizon 2030, 2017 a été proclamée Année Internationale du Tourisme Durable pour le Développement.

### **Encourager une approche gouvernementale intégrée**

Aller vers une approche cohérente et globale de l'action publique visant le tourisme aidera les pays à encourager une croissance du tourisme qui permette de mieux en répartir les fruits, de lutter contre les inégalités et d'améliorer la résilience des économies. L'adoption de stratégies et de politiques à long terme axées sur la promotion de la qualité des emplois et la création d'emplois, le développement des compétences, l'entrepreneuriat, l'innovation, l'efficacité des investissements et l'intégration du développement régional est indispensable à l'établissement d'une croissance durable et inclusive du secteur touristique, autrement dit d'une croissance qui tienne compte des retombées économiques, sociales et environnementales actuelles et futures, et qui réponde aux besoins des visiteurs, des professionnels du tourisme, de l'environnement et des populations hôtes.

Les gouvernements devraient s'efforcer de développer plus avant l'élaboration de mesures publiques intégrées et cohérentes dans le domaine du tourisme, en fonction de la situation de chaque pays et des populations locales, en vue d'atteindre les objectifs communs suivants : i) permettre aux consommateurs de pratiquer un tourisme de qualité, fiable et sûr ; ii) accroître la productivité dans le secteur touristique, en particulier dans les PME ; iii) protéger, gérer et valoriser les ressources naturelles et culturelles ; iv) améliorer la compétitivité ; et v) promouvoir une croissance et un développement inclusifs aux niveaux national et international.

Nous nous accordons à reconnaître que l'efficacité des mesures publiques gouvernementales intégrées devrait, si besoin, passer par :

- une reconnaissance que le tourisme ne relève pas uniquement de la compétence des administrations centrales, mais qu'il concerne tous les niveaux d'administration, lesquels n'ont pas dans ce domaine le même mandat ni le même degré d'autonomie d'un pays à l'autre ;
- le soutien et l'impulsion des décideurs publics au plus haut niveau, et l'adoption d'une perspective de moyen à long terme ;
- un cadrage précis des rôles, fonctions et interactions des principaux acteurs du secteur public et du secteur privé, et l'adoption de démarches performantes pour les amener à collaborer ;
- une prise de conscience de l'utilité d'un dialogue solide entre les pouvoirs publics, le secteur du tourisme et la société civile (dont les partenaires sociaux et les établissements universitaires) aux stades de l'élaboration, de l'application et du suivi des mesures ;
- une prise en considération globale des arbitrages à opérer et des complémentarités avec les domaines connexes de l'action publique, dont les transports, l'environnement, la culture, la sécurité, l'éducation, l'agriculture, les nouvelles technologies, la transformation numérique et l'économie dans son ensemble ;
- la recherche de solutions mutuellement avantageuses qui apportent de la stabilité au secteur touristique et renforcent la croissance économique, les emplois de qualité et la prospérité aux niveaux national et régional ;
- la promotion d'une croissance écologiquement viable et le soutien des efforts déployés par les pays pour tenir les engagements nationaux et internationaux ;
- l'incitation au développement du tourisme et à la création de valeur ajoutée fondée sur certains atouts particuliers, la diversité d'offres touristiques de haute tenue et la gestion durable des ressources naturelles et culturelles ;

- la mise à profit du tourisme en tant que moteur d'une croissance inclusive, de façon à créer des emplois de qualité ainsi que des débouchés commerciaux et des possibilités de développement régional, à atténuer les effets préjudiciables pour les populations locales, et à mieux répartir les fruits du tourisme entre tous les habitants et territoires.

Nous nous accordons à reconnaître qu'une analyse en profondeur des mégatendances devrait permettre aux décideurs publics d'élever de nouvelles problématiques non anticipées à ce jour au rang de priorités stratégiques, pour envisager des scénarios de prise en charge et des interventions de leur part, et pour mieux aider les acteurs publics et privés à exploiter les perspectives qui s'offrent à eux et à tirer des enseignements des difficultés qu'ils rencontrent le cas échéant.

Nous nous accordons à penser qu'élaborer, si besoin, des plans globaux à long terme faciliterait, à tous les niveaux d'administration, la formulation d'objectifs solides pour l'avenir du secteur du tourisme. Ainsi les pouvoirs publics assureraient-ils la cohérence et la prévisibilité dont le secteur touristique a besoin, et donneraient-ils naissance à un cadre de croissance durable et inclusive.

Nous devrions nous efforcer, si besoin, de mobiliser l'investissement pour stimuler la croissance et amplifier au maximum les retombées environnementales, économiques et sociales du tourisme. Attirer des investissements dans le tourisme est un processus fortement concurrentiel dans de nombreux pays, compte tenu de la capacité du tourisme à contribuer au développement économique et de ses besoins en infrastructures de qualité, conjugués à la contraction des budgets publics et à l'insuffisance des capitaux d'investissement.

Nous nous accordons à reconnaître que la nature des investissements, les infrastructures qui en découlent et les flux touristiques qui en bénéficient ouvrent des perspectives et posent des problèmes sur les plans économique, environnemental et social. Des politiques et des programmes actifs peuvent accroître la qualité et l'efficacité des investissements dans le tourisme, et ainsi produire de la valeur ajoutée, renforcer l'attractivité et la compétitivité, soutenir les PME et le développement local, et gérer la demande croissante de façon durable et inclusive.

Nous nous félicitons des travaux que mène actuellement l'OCDE, qui s'emploie ce faisant à promouvoir une approche gouvernementale intégrée du tourisme, à analyser les conséquences des mégatendances en matière de tourisme sur l'action publique, et à étudier des dispositifs permettant aux pouvoirs publics d'améliorer la qualité et la viabilité des investissements touristiques.

#### **Domaines d'action à considérer pour les travaux futurs du Comité du tourisme**

Nous encourageons le Comité du tourisme, lors de la planification de son futur programme de travail en accord avec les règles de l'OCDE et les procédures, de prendre en compte les domaines d'action suivants, à savoir :

- Mieux comprendre la contribution du tourisme au bien-être et à la croissance inclusive, et donner aux pouvoirs publics des conseils cohérents sur les politiques à mettre en œuvre pour assurer une répartition plus équitable des fruits du tourisme à l'échelle de la société tout entière.
- Continuer à collaborer avec les pouvoirs publics et les autres organisations internationales pour mettre en évidence et en commun des approches probantes en matière d'application de mesures publiques intégrées favorisant une croissance durable et inclusive du tourisme.
- Renforcer le dialogue avec le secteur privé, de façon à mieux prendre en compte le point de vue essentiel des professionnels lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques du tourisme.

- 
- Encourager l'élaboration de politiques du tourisme innovantes qui contribuent à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et qui donnent de meilleurs résultats sur les plans économique, social et environnemental.
  - Concourir à l'élaboration de politiques et de programmes visant à répercuter les effets positifs du tourisme sur les régions et les populations locales.
  - Collaborer avec les pouvoirs publics à la mise en place d'un environnement propice à la création et à l'essor de petites entreprises dans le secteur du tourisme, à la conception de produits innovants, à la création d'emplois de qualité, au soutien des populations locales et à l'intégration des PME dans les chaînes de valeur mondiales.
  - Collaborer avec les gouvernements et les organisations internationales concernées pour améliorer encore la qualité et l'accessibilité des statistiques du tourisme, étoffer la base de données factuelles, développer des méthodologies d'évaluation des programmes et des politiques, et démontrer de façon plus fructueuse aux décideurs, en temps opportun et à l'aide d'arguments solides, la valeur économique du tourisme.

Nous demandons à l'OCDE de continuer à nous fournir des données fiables, des analyses originales et des conseils pour étayer les efforts que nous déployons afin d'élaborer en matière de tourisme des politiques et des programmes fondés sur des données factuelles et centrés sur l'humain, et nous permettant de traiter les problèmes lorsqu'ils se posent.